

UNE RENCONTRE ET DES NOUVELLES TONIQUES

Vendredi 8 février 2008 :

Plein succès pour la rencontre nationale organisée à Paris, à l'initiative des principales organisations syndicales et collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche. Plus de 150 universitaires et chercheurs, quelques ITA et BIATOSS venus d'une soixantaine d'universités au moins, ont montré à quel point les ripostes solidaires contre le démantèlement du supérieur et de la recherche publique, plus nécessaires que jamais, se développent. L'articulation des campagnes, sous toutes les formes pour que s'exprime la forte contestation de la loi « LRU », et des luttes locales lors des élections aux Conseils d'Administration, CS et CEVU, avec les enjeux disciplinaires et statutaires pour tous les personnels, s'impose partout. Elle a été pleinement illustrée lors de cette rencontre à l'Institut Henri Poincaré.

Fortement présents, les militants du SNESUP ont contribué à cette rencontre d'une grande portée. La représentation des universités dans leur nombre et leur diversité a été exceptionnelle. Les forces militantes du SNESUP, la détermination exprimée pour gagner les batailles locales et nationales, et les récents scrutins de la semaine sont pour tous de stimulants encouragements. Depuis Marne la Vallée (score à plus de 45 % dans le collège B), Aix-Marseille 2 (+ de 38% en B), Aix-Marseille 3 (30 % en A et 35 % en B), et Dijon (gain du collège B) et le Mans (gain des collèges A et B), vient par les personnels, qui votent massivement, la forte condamnation de la loi LRU. Notre bagarre au CTPU, très vite relayée dans les établissements par la lettre-flash 31, a apporté la confirmation qu'il est possible de faire entendre des exigences des universitaires et chercheurs... même si pour l'heure le gouvernement ne cède rien sur le fond. Cet élément aussi est majeur.

Avancée lors de la rencontre du 8 février par Alain Trautmann de SLR, l'idée déjà envisagée de relancer un processus de type "Etats Généraux", s'appuyant sur une construction fortement décentralisée autour d'un site web, semble prendre corps. Le SNESUP s'inscrit, comme l'a indiqué son secrétaire général, Jean Fabbri, dans cette dynamique qui devrait articuler encore mieux les enjeux locaux et nationaux.

Prend forme une réunion des directeurs d'unités de recherche le 4 mars au Collège de France pour défendre les UMR et le lien fondamental enseignement-recherche.

D'un autre côté, les réactions au rapport Pochard (qui étend à tous les niveaux d'enseignement les perversités de la LRU : individualisation des services, des rémunérations et des carrières, chef d'établissement transformé en manager d'entreprise) et aux suppressions de postes dans le secondaire, les inquiétudes sur les concours et la formation des enseignants font monter la colère qui déborde de l'enseignement sur l'ensemble des services publics et sur la question essentielle du pouvoir d'achat. Se dessine ainsi la perspective d'actions (grève et manifestation unitaire) dans les semaines à venir.

Des nouvelles stimulantes donc ! A amplifier !

PETITION LAÏCITE

Le texte qui a été initié et signé en particulier par la FSU et le SNESUP est en ligne et peut être signé par tous individuellement. Déjà, plus de 40.000 signatures.

La signature est possible par le site www.appel-laique.org

IMPACT DU CNU

La quasi-totalité des sections du CNU réunies à ce jour pour l'examen des qualifications MCF et PU s'exprime par des motions pour condamner les reculs scientifiques et démocratiques de la loi LRU. A l'initiative le plus souvent des élus SNESUP, les sections du CNU (5, 8, 9, 11, 14, 18, 20, 21, 22, 25, 26, 27, 28, 30, 31 ? 35, 36, 64, ... [voir sur le site du SNESUP tous les textes, à l'adresse : <http://www.snesup.fr/navigation/general/page.php?ndoc=3376>]) marquent l'attachement aux disciplines –au sens du CNU- à la parité A et B et s'inquiètent de l'attribution « présidentialisée » des PEDR.